

DOCS
CA1
EA507
C18
FRE
v. 24
Winter
2005
Copy 1

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01029505 6

Canada Regard sur le monde

NUMÉRO 24 • HIVER 2005

Voisins et amis

Un continent en partage

- Saisir les occasions qu'offre le Mexique
- À l'ombre du géant hollywoodien



Affaires étrangères
Canada

Foreign Affairs
Canada

Canada

Au sujet de **Canada** — **Regard sur le monde**

Canada — *Regard sur le monde* donne un aperçu des questions de politique étrangère dans une perspective canadienne et traite des initiatives et contributions du gouvernement du Canada dans le domaine des affaires internationales. *Canada* — *Regard sur le monde* est un magazine trimestriel publié en français et en anglais par Affaires étrangères Canada.

Les opinions exprimées par les collaborateurs nommés dans la présente publication ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Mary Gooderham
Directrice de la rédaction

Pour nous joindre :

Canada — *Regard sur le monde*
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex, BCS C-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Télécopieur : (613) 992-5791
Courriel : canada-magazine@international.gc.ca

Message aux abonnés :

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada* — *Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse (couverture arrière) et retournez-nous l'étiquette par la poste ou par télécopieur. N'oubliez pas d'indiquer votre numéro d'abonné à 8 chiffres.

Abonnement par courriel :

Le magazine *Canada* — *Regard sur le monde* est publié à www.international.gc.ca/canada-magazine, où il est aussi possible de s'abonner en direct pour le recevoir par courriel.

Abonnement par la poste :

Pour recevoir gratuitement des exemplaires de ce magazine ou d'autres publications d'AEC par la poste, adressez-vous à :
Service de renseignements (SXC1)
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone : 1 800 267-8376 (sans frais)
ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@international.gc.ca

Notre couverture

Tabitha Stevens, de Wainfleet (Ontario), participe à un rassemblement populaire tenu non loin de chez elle à Queenstown (Ontario) en avril 2003. Il existe entre le Canada et les États-Unis des liens qu'on ne trouve nulle part ailleurs, non seulement à notre époque, mais aussi dans l'histoire.

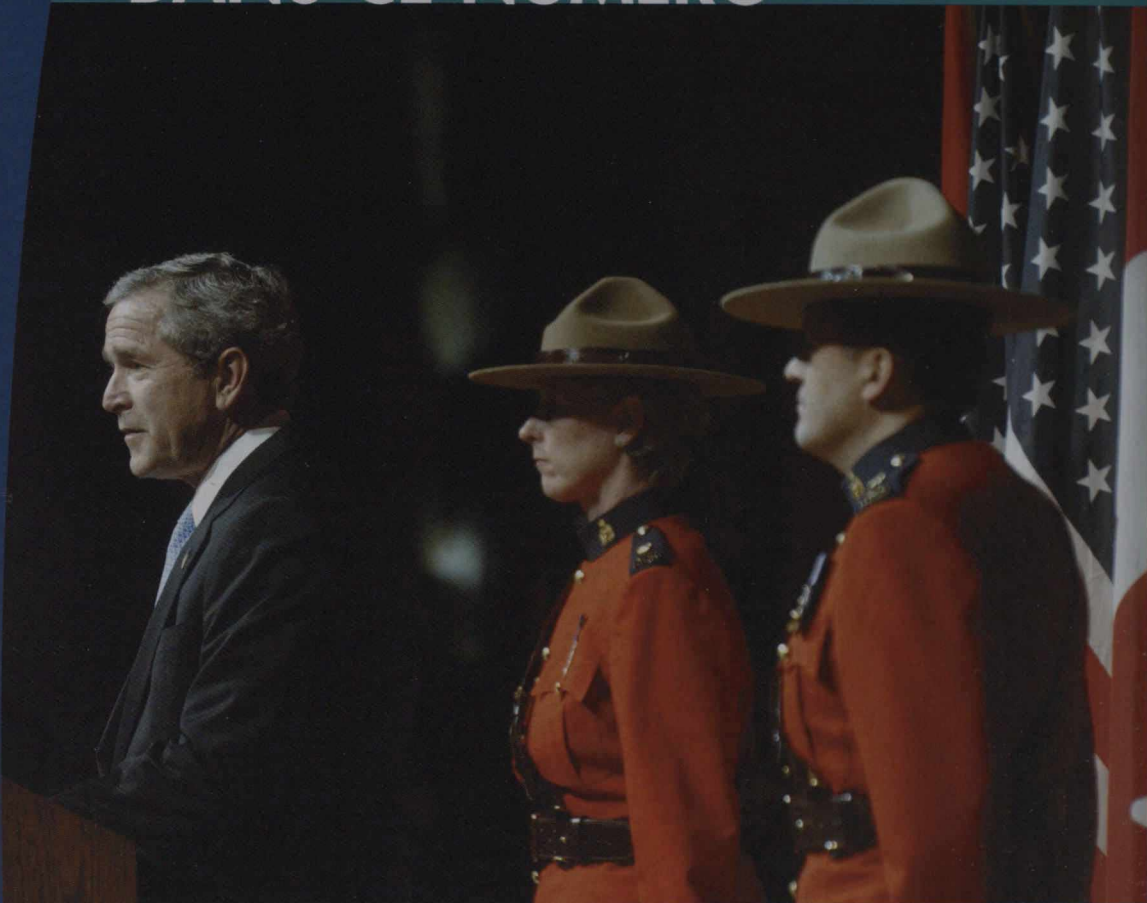
photo : PC (Bob Tymczynsyn)

Page courante

Le président américain George W. Bush, flanqué d'agents de la GRC à l'occasion d'un dîner donné en son honneur à Gatineau (Québec).

photo : Brigitte Bouvier, CPM

DANS CE NUMÉRO



Point de vue : Un peuple frontalier.....	3
Article vedette : Des voisins modèles	5
Par-delà la frontière.....	9
Diplomatie : La voix du Canada.....	10
Nos représentants à Washington.....	11
Culture : Dormir avec un éléphant.....	12
Commerce et investissement : L'ALENA après dix ans.....	14
Dépêches : Des mœurs qui changent.....	15
Des occasions à saisir	16
Jeunesse : L'éducation à la rescousse	18
Les bourses favorisent l'ouverture d'esprit.....	19
Cérémonie, célébration et changement	20

UN PEUPLE FRONTALIER

Norman Hillmer enseigne l'histoire et les affaires internationales à l'Université Carleton. Il est le coauteur, avec J. L. Granatstein, de *For Better or For Worse*, une histoire des relations canado-américaines, dont la seconde édition sera publiée par Thomson Nelson.

Je suis né à Niagara Falls, dans la province de l'Ontario, au Canada. Et de chez moi, on pouvait apercevoir Niagara Falls, dans l'État de New York. J'ai vécu presque toute ma vie à un jet de pierre des États-Unis, et ma femme est américaine. En cela, je suis un Canadien bien ordinaire. En effet, 75 p. 100 de la population canadienne réside dans une étroite bande de 150 kilomètres de large jouxtant la frontière avec les États-Unis, sans compter les rapports étroits que nous entretenons avec nos voisins du Sud. Nous sommes un peuple frontalier. La frontière façonne notre vie; elle définit notre identité.

La frontière canado-américaine est la plus longue du monde. À la fois terrestre et maritime, et s'étalant sur 8 893 kilomètres, elle est souvent appelée le 49^e parallèle, même si cette latitude ne correspond en réalité qu'à la partie allant de Vancouver jusqu'au lac des Bois, en Ontario. Près de Windsor, l'extrémité australe du Canada rejoint presque le 42^e parallèle, plus ou moins à la hauteur de Boston et de Chicago. Au Nord, la frontière monte jusqu'à la mer de Beaufort et délimite l'Alaska et le Yukon. Plus de 300 000 Nord-Américains et bien au-delà d'un milliard de dollars de biens et de services transitent d'un pays à l'autre chaque jour.

La « plus longue frontière non défendue du monde » est la plus tenace des images qu'inspirent les relations entre le Canada et les États-Unis. L'année 1914 a marqué le centième anniversaire de la fin de la guerre de 1812 entre ces deux pays. Les optimistes se réjouissaient alors de cette frontière non fortifiée qui séparait mais ne divisait pas le Canada et les États-Unis. La guerre qui a éclaté en Europe cette même



photo : studio von dulong

Norman Hillmer :
Les Canadiens
prennent la
frontière très
au sérieux.



Liens frontaliers : Le sergent R. Cox du Canada (à gauche) et le lieutenant Oscar Haffa des États-Unis échangent une poignée de main à la frontière internationale sur le nouveau pont de la Paix, entre Fort Erie (Ontario) et Buffalo (New York) en 1927.

année n'a fait que renforcer chez nous le sentiment d'un Ancien monde belliqueux et donner à penser que l'Amérique du Nord était une oasis où régnaient le calme et la raison.

Or, cela n'était pas tout à fait exact. Moins de 20 ans auparavant, le Canada s'était préparé à une guerre avec les États-Unis. À la charnière du XX^e siècle, les Américains avaient déployé des navires de combat sur les Grands

Lacs. Pendant le différend sur l'accès aux champs aurifères de l'Alaska, le président Theodore Roosevelt avait déclaré qu'il allait « infliger une correction » au Canada et envoyé des troupes vers le Nord pour appuyer ses dires. Et pendant la Première Guerre mondiale, le Canada avait lourdement fortifié sa frontière pour empêcher les raids de sympathisants ennemis.

Les Canadiens prennent la frontière très au sérieux. Dès les premiers balbutiements du pays, ils ont mis l'accent sur la différence avec leurs voisins, et se sont empressés de forger une nation. C'était la raison d'être du Canadien Pacifique Limitée; c'est aussi celle de la Société Radio-Canada et du Conseil des Arts du Canada. La frontière, écrit le journaliste Peter Newman, « est ce qu'il y a de plus important au pays. Elle définit non seulement notre citoyenneté, mais aussi notre conduite collective et notre pensée individuelle. Elle détermine ce que nous sommes. » Et ce que nous sommes, aux dires insistants de nombreux Canadiens, est l'envers de ce que sont les Américains — nous sommes des gens stables,

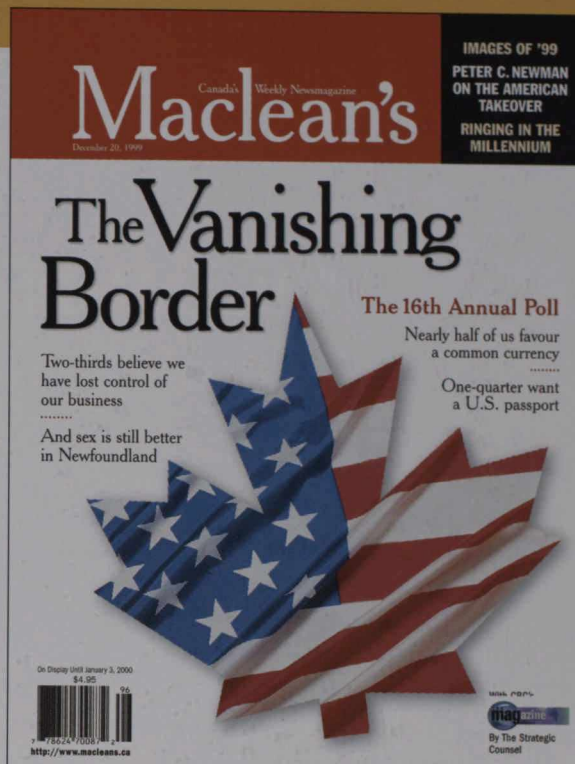
pacifiques et compatissants, contrairement à ces Yankees excessifs et indisciplinés.

Avec le temps toutefois, l'interpénétration des deux peuples n'a fait que s'accroître. Aux liens familiaux et commerciaux naturels sont venues s'ajouter des influences culturelles grandissantes et, au début de la Deuxième Guerre mondiale, une étroite alliance militaire. En août 1940, le président américain Franklin Roosevelt rencontra le premier ministre canadien Mackenzie King dans la ville frontalière d'Ogdensburg, État de New York, pour discuter de concertation dans la défense de l'Amérique du Nord. Ce sommet, fondé sur des nécessités communes et mené par des dirigeants qui s'entendaient bien, a fait entrer les relations canado-américaines dans l'ère de la modernité.

À la fin du XX^e siècle, avec le libre-échange bien implanté entre les deux pays, l'organisme Carnegie Endowment for International Peace affirmait que la frontière « allait vraisemblablement disparaître avant que les politiciens ne trouvent le courage de négocier sa suppression ». Vers la mi-2000, l'édition canadienne du magazine *Time* demandait « *What Border?* ». En décembre 1999, la une du *Maclean's* titrait « *The Vanishing Border* », avec pour toile de fond une feuille d'érable constellée d'étoiles. L'article faisait état d'un sondage suggérant qu'une Amérique du Nord sans frontière était, à terme, inévitable. Les Canadiens voulaient bien être différents — et se sentaient différents —, mais 25 p. 100 des personnes sondées ont déclaré qu'elles deviendraient des citoyens américains si l'occasion se présentait.

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont suscité de la sympathie envers les États-Unis, sans qu'on puisse parler toutefois d'un rapprochement intime. Le sondage effectué par le magazine *Maclean's* à la fin de 2002 a montré que l'attrait de la citoyenneté américaine avait diminué, tout comme le soutien à une monnaie unique en Amérique du Nord. Seulement 38 p. 100 des interviewés pensaient que les deux pays professaient un ensemble de valeurs et de croyances communes. Il y avait certainement là une relation causale avec la circonspection généralisée provoquée par la politique étrangère des États-Unis et ses auteurs après les attentats du 11 septembre.

Comme son État natal est bien loin du Canada, le président George W. Bush a été une bénédiction pour le nationalisme



Un numéro spécial du magazine *Maclean's* évoquait en 1999 l'imminence d'une Amérique du Nord sans frontière.

canadien. Dans le monde de Bush, la sécurité à la frontière s'est renforcée, et les prévisions d'une Amérique du Nord sans frontière se sont estompées. Des Canadiens, au nombre desquels figurent mes étudiants, affichent une confiance ragaillardie dans la supériorité de leur royaume pacifique et tolérant. Dans leurs livres sur la frontière, Daniel Drache et James Laxer parlent avec éloquence et optimisme des perspectives d'un avenir indépendant pour le Canada dans une Amérique du Nord en voie d'intégration. La frontière compte, clame Drache.

Bien entendu, la frontière compte, mais elle peut avoir plus d'un sens. La longue ligne poreuse qui sépare le Canada et les États-Unis favorise la similarité et la coopération. Les deux pays sont interdépendants; leur passé et leur avenir sont inextricablement et inévitablement liés. Il n'est pas de bon ton de le dire, mais le peuple frontalier que nous sommes a beaucoup plus en commun avec ses voisins du Sud qu'il n'ose l'admettre. 🍁



Une étroite alliance militaire : (de gauche à droite) Le président américain Franklin Roosevelt et le secrétaire d'État américain à la Guerre Henry Stimson accueillent en 1940 le premier ministre canadien Mackenzie King à Ogdensburg, ville frontalière de l'État de New York, à l'occasion d'un sommet qui allait faire entrer les relations canado-américaines dans l'ère moderne.

DES VOISINS MODÈLES



photo : Dave Chan, CPM

Une volonté de coopération : Le premier ministre Paul Martin et le président américain George W. Bush saluent la foule sur le lieu historique national du Quai 21, à Halifax. M. Bush effectuait alors une visite de deux jours au Canada.

En dépit des différences culturelles, de différends commerciaux fréquents et du fait qu'ils soient de puissance très inégale, le Canada et les États-Unis entretiennent des relations sans précédent, voire exemplaires.

Le matin du 11 septembre 2001, lors de l'agression la plus destructrice à avoir été perpétrée contre les États-Unis en 60 ans, le Centre de commandement du NORAD, au Colorado, a assuré sur-le-champ la coordination des mesures de défense au niveau national.

Chose étonnante, c'est un Canadien, le capitaine Michael Jellinek, qui assurait le commandement du NORAD ce jour-là. Alors que les États-Unis traversaient une crise qui allait faire date dans l'histoire, personne n'a remis en cause le fait qu'un Canadien commandait les militaires américains chargés d'évaluer l'ampleur de l'attaque et de garantir la sécurité du ciel nord-américain.

« Est-il possible d'imaginer un instant qu'un citoyen d'un autre pays que le Canada eût pu commander les forces américaines dans ces conditions? », demande Rob Huebert, membre de l'Institut canadien des affaires étrangères et de défense et directeur adjoint du Centre d'études stratégiques et militaires de l'Université de Calgary. « Les relations entre nos deux pays se caractérisent, entre autres, par leur portée et leur profondeur. »

Qu'il s'agisse de la coopération en matière de défense, des échanges commerciaux, universitaires, scientifiques et culturels, de la gestion de la plus longue frontière non militarisée, ou encore de nombreux autres aspects, force est de constater que nos deux pays entretiennent des liens à nuls autres pareils, non seulement dans le monde actuel, mais aussi depuis longtemps.

La visite de travail du président américain George W. Bush au Canada et la déclaration conjointe faite avec le premier

ministre Paul Martin, intitulée *Un nouveau partenariat en Amérique du Nord*, ont bien fait ressortir cette réalité. Dans leur déclaration, les dirigeants réaffirment la volonté de nos deux pays d'approfondir leur coopération aussi bien en Amérique du Nord que dans le reste du monde.

Ce partenariat prévoit des mesures par lesquelles les deux gouvernements pourront améliorer la sécurité, la prospérité et la qualité de vie de leurs citoyens. Cette coopération comprend, par exemple, des efforts mutuels pour renforcer l'Accord sur la frontière intelligente, accroître les débouchés économiques sur les marchés internationaux, protéger l'environnement, améliorer notre capacité de lutte contre les maladies infectieuses, ainsi que la répression de la criminalité et du trafic des êtres humains et des drogues illicites.

« Les relations entre le Canada et les États-Unis jouent un rôle essentiel dans la promotion de la paix et de la prospérité sur le continent nord-américain, a déclaré M. Bush en conférence de presse. » Pour sa part, M. Martin a ajouté ce qui suit : « Nous partageons des valeurs et des ambitions communes et sommes animés par un même optimisme. Je crois que ce sont là des similitudes fondamentales. »

Des relations très complètes

Malgré la distance qui sépare l'Atlantique du Pacifique, ainsi que des divergences sur des questions comme la guerre en Iraq, le Protocole de Kyoto et les enjeux sociaux qui ont mobilisé les manifestants lors de la dernière visite du président américain, les relations entre nos deux pays se caractérisent d'abord et avant tout par un esprit de coopération.

« Les deux pays ont beaucoup de chance d'être voisins », fait observer Clifford Krauss, correspondant du *New York Times* au Canada.

M. Krauss a écrit des articles sur les questions faisant l'objet de divergences apparentes entre le Canada et les États-Unis, notamment celles d'ordre culturel, comme le mariage entre conjoints de même sexe et la décriminalisation de la marijuana. Il précise cependant que, il y a trois ans, lors de sa première affectation à Toronto, il s'est vite rendu compte que « nos deux pays n'étaient pas des frères siamois. Ces divergences, a-t-il précisé, ne m'ont cependant pas étonné ni paru exceptionnelles. »

En revanche, il a toujours trouvé remarquable la capacité de nos deux pays à collaborer. Et pour lui, cela n'a jamais été aussi évident que pendant son affectation au Pérou, lorsque le Canada et les États-Unis ont joué un rôle crucial dans la passation pacifique des pouvoirs à la fin du mandat du président Alberto Fujimori. « J'ai alors été un témoin direct de cette collaboration et de sa grande efficacité, poursuit-il, où deux pays s'unissent pour accomplir ensemble une tâche qu'ils ne pourraient réaliser seuls. »

Dans le domaine du commerce aussi, cette coopération est très poussée. Malgré des différends occasionnels, et souvent cycliques, sur des questions comme le bois d'œuvre, le bœuf et le blé, qui font la une des médias, une quantité impressionnante de marchandises et de services, d'une valeur de 1,8 milliard de dollars, traverse notre frontière commune tous les jours.

« Il s'agit de relations solides et très complètes », précise Peter Boehm, qui sera le nouveau sous-ministre adjoint pour l'Amérique du Nord à Affaires étrangères Canada. « Chacun des deux pays est le plus important partenaire commercial de l'autre. »

À Ottawa comme à Washington, on utilise le terme « internaireur » pour décrire ce partenariat. Si celui-ci a un caractère international, en ce sens qu'il unit deux pays souverains, il porte également sur l'économie, l'environnement, la sécurité et d'autres domaines relevant de la politique intérieure des deux côtés de la frontière.

« Que ce soit sur les plans politique, stratégique ou commercial, nos relations évoluent dans un même sens, de souligner M. Boehm, c'est-à-dire qu'elles se déroulent le plus souvent sans heurts. Nous trouvons toujours un terrain d'entente. »

Une représentation accrue aux É.-U.

À l'heure actuelle, le Canada contribue au développement de ses relations avec les États-Unis par la mise en œuvre de l'Initiative de représentation accrue (IRA), qui se traduit par l'amélioration des consulats existants et l'ouverture de nouveaux et par la nomination de nouveaux consuls honoraires dans l'ensemble des États-Unis, notamment dans le Sud et le Sud-Ouest. Cela permettra d'accroître la présence du Canada dans ce pays de façon à mieux promouvoir le commerce, l'investissement et le partage des connaissances.

Karen Matthias, qui vient d'être nommée consul du Canada à Anchorage, en Alaska, dans l'un des nouveaux postes consulaires du Canada aux États-Unis, souligne que cette initiative est « dans une large mesure, le résultat d'un partenariat entre plusieurs ministères fédéraux », y compris Industrie Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, également attachés à accroître la représentation du Canada aux États-Unis. « Il est temps de décloisonner nos pratiques et de mieux coordonner nos efforts, de dire celle-ci. »

Présence élargie : Dans le cadre de l'Initiative de représentation accrue, le gouvernement du Canada a ouvert sept nouveaux consulats aux États-Unis et transformera deux consulats en consulats généraux (indiqués par des drapeaux sur la carte), ce qui porte à 22 le nombre de nos bureaux là-bas. En outre, 20 consuls honoraires sont en cours de nomination pour représenter nos intérêts dans les villes importantes des États-Unis où le gouvernement du Canada n'a pas de représentant. Ces initiatives renforcent la présence du Canada aux États-Unis, surtout dans le Sud et le Sud-Ouest.



Une perspective continentale

Dans une perspective encore plus générale, le Canada, les États-Unis et le Mexique poursuivent également des objectifs à l'échelle du continent par l'intermédiaire de l'ALENA, mécanisme en constante évolution, et par d'autres moyens. Lors de réunions initiales tenues à Toronto en octobre, nos pays ont mis sur pied un groupe de travail sur les relations étrangères, chargé d'étudier la possibilité d'une intégration continentale encore plus poussée.

L'ancien vice-premier ministre du Canada, John Manley, qui copréside le groupe de travail, déclare que nos pays sont conscients de la nécessité que l'Amérique du Nord « ne demeure pas immobile » face à l'élargissement et à l'intégration accrue de l'Union européenne et à la transformation rapide de l'Asie, notamment de la Chine, en grande puissance commerciale.

L'examen de ces questions s'avérera également très bénéfique pour les relations du Canada avec le Mexique. Il y a maintenant 60 ans que nos deux pays ont établi des relations diplomatiques, et ils souhaitent tous les deux approfondir ces liens. La visite récente au Canada du président du Mexique, Vicente Fox, s'est traduite par la signature d'un accord de partenariat entre nos deux pays, qui ouvre la voie à une série d'initiatives publiques et privées.

Toutefois, la coopération ne saurait se limiter au commerce des marchandises et à la sécurité : l'eau et l'air ne connaissent pas de frontières. C'est ainsi que les préoccupations environnementales et le commerce sont désormais des questions étroitement liées en Amérique du Nord, fait observer pour sa part Chantal-Line Carpentier, directrice du Programme environnemental, économique et commercial de la Commission nord-américaine pour la coopération environnementale, dont le siège est situé à Montréal.

« Le secteur des énergies renouvelables donne lieu à une collaboration importante, déclare M^{me} Carpentier. L'organisme intergouvernemental pour lequel elle travaille aide les pays à harmoniser leurs politiques environnementales. « Nous cherchons à promouvoir le renforcement des capacités, le développement local et la protection de l'environnement de façon à améliorer les échanges commerciaux. De cette façon nous sommes gagnants sur tous les plans. »

La grande famille nord-américaine

Les États-Unis s'emploient aussi à accroître l'intégration avec le Mexique. Toutefois, en raison de similitudes historiques et de leur proximité politique, le Canada et les États-Unis entretiennent des relations quasi familiales, uniques en leur genre.

« Nos deux pays doivent leur existence à la contribution non seulement des immigrants, mais aussi des réfugiés, ce qui crée un tissu social particulier », explique Michael Dawson, conseiller stratégique principal pour les relations avec les États-Unis à Affaires étrangères Canada. « Les cultures régionales sont très dynamiques dans les deux pays et c'est là un point de similitude important. »

Le Canada et les États-Unis présentent également des traits communs importants sur le plan politique, puisqu'il s'agit de deux fédérations. Sur ce point, rappelons que les États-Unis sont devenus le premier État fédéral du monde



en 1776 et que le Canada a été le troisième, en 1867, après la Suisse. Et, si les fédérations sont toutes administrées plus ou moins différemment, fait remarquer Karl Nerenberg, directeur des services d'information publique pour le Forum des fédérations, à Ottawa, le fédéralisme constitue néanmoins un « point de convergence important » entre les pays.

La similitude étroite entre les principes politiques adoptés par le Canada et les États-Unis a permis de conclure, à plusieurs reprises, des alliances militaires fructueuses au cours du dernier siècle. C'est ainsi que des soldats canadiens et américains ont combattu côte à côte dans les deux guerres mondiales, pendant la guerre de Corée et lors de conflits récents, y compris pendant la guerre du Golfe, au Kosovo, en Haïti et en Afghanistan.

Le Canada a également répondu efficacement aux préoccupations de sécurité des États-Unis au lendemain du 11 septembre, estime Joseph Jockel, directeur du Programme d'études canadiennes à l'Université St. Lawrence, à Canton, dans l'État de New York. À cet égard, rappelons qu'il existe plus de 50 programmes de ce genre aux États-Unis. M. Jockel ajoute que les États-Unis se réjouissent également de la souplesse apparente dont fait preuve le Canada en ce qui concerne la défense du continent contre les missiles balistiques. Si, récemment, des événements ont mis en relief les différences culturelles entre nos deux pays, par contre ce sont encore les liens durables dans le domaine économique et dans le secteur de la défense qui prévalent.

« Quelles que soient les orientations politiques de l'heure, peu importe les dirigeants au pouvoir, les relations commerciales entre nos deux pays n'auront jamais d'autre équivalent dans le monde, poursuit M. Jockel. Je pense que les Canadiens attachent beaucoup plus d'importance aux aspects politiques et idéologiques des relations bilatérales que les Américains. »

Cela est sans doute dû au fait que le Canada compte à peine plus de 30 millions d'habitants, alors que les États-Unis en comptent dix fois plus, en plus d'être l'une des grandes

Pique-nique transfrontalier à Coutts (Alberta) : Les rencontres d'athlétisme régionales, les festivals cinématographiques, les symposiums, les réunions de hobbyistes ou toute activité publique le moindrement importante sur le continent attirent presque invariablement Canadiens et Américains.

puissances historiques. Les Canadiens sont certes parfois plus sensibles aux tenants et aboutissants politiques de cette amitié, mais le plus frappant, ce sont les nombreux aspects de ces relations que l'on considère comme allant de soi.

Un va-et-vient transfrontalier

Pour s'en convaincre, il suffit de se rendre dans une rencontre d'athlétisme régionale, à un festival du film, à un symposium, à un rassemblement de collectionneurs ou d'amateurs de tous genres, ou à une manifestation publique importante, où que ce soit sur le continent. Vous y trouverez presque toujours des Canadiens et des Américains.

À titre d'exemple, dernièrement, lors du 100^e anniversaire du défilé du père Noël à Toronto, des fanfares américaines étaient de la partie, aux côtés des orchestres canadiens. Dans ce genre de manifestation, il semble tout naturel d'accueillir les participants venus des États-Unis.

« L'accueil a été formidable », se souvient Mark Maxwell, qui dirige la fanfare de l'école secondaire Lexington, à Lexington, en Ohio. Pour l'occasion, 84 jeunes musiciens, accompagnés de 25 adultes et enseignants se sont rendus à Toronto. « J'ai trouvé la ville et les gens très hospitaliers. »

Le « Band of Gold » ou « fanfare dorée », c'est son nom, annonçait son lieu d'origine par une bannière, mais, sinon, dans d'innombrables manifestations, il est difficile de distinguer les Canadiens des Américains.

Par exemple, des patineurs du Manitoba peuvent participer à une compétition de patinage artistique aussi bien à Grand Forks, au Dakota du Nord, ou à Duluth, au Minnesota, qu'à Winnipeg, et vice-versa. Les athlètes amateurs, membres de Patinage Canada ou de l'Association américaine de patinage artistique, se déplacent librement d'une compétition à l'autre, des deux côtés de la frontière. « Nous faisons tous partie d'une même petite famille heureuse, déclare pour sa part Karen Landers, entraîneure-chef de Patinage Winnipeg.

Et cela vaut aussi pour les oncologues, les ingénieurs chimiques, les sociologues, les amateurs de trains miniatures et pour tous ceux qui participent à des rencontres professionnelles, sectorielles ou récréatives. Ce genre d'échanges est si courant qu'il est rare que des délégués de nos deux pays ne soient pas invités à une grande conférence organisée au Canada ou aux États-Unis, quelle qu'elle soit.

En effet, un grand nombre de groupes professionnels et universitaires, d'associations sectorielles, de syndicats et d'autres organismes adoptent explicitement une perspective Canada-États-Unis, avec des instances dirigeantes communes. C'est ainsi que des organismes communautaires et caritatifs comme Rotary International et Toastmasters International divisent leurs sections par région, et non pas en fonction de la frontière, de sorte que l'Ontario et le Michigan, ou la Colombie-Britannique et l'État de Washington, ne font plus qu'un.

Par ailleurs, les stations de radio et de télévision affiliées aux grands réseaux publics américains et situées près de la frontière comptent sur la contribution des Canadiens pour une grande partie de leur financement, tandis que près de la moitié des recettes du Festival de Stratford, dans le Sud-Ouest de l'Ontario, provient de l'achat de billets par les visiteurs américains.

Un espace commercial commun

Les anecdotes de ce genre ne manquent pas le long de la frontière. Toutefois, le commerce aussi illustre bien la nature de nos relations. « Environ 40 p. 100 des échanges entre nos deux pays s'effectuent entre des entreprises présentes des deux côtés de la frontière, explique M. Dawson, ce qui montre bien le haut degré d'intégration entre nos deux pays. »

À l'heure où la mondialisation et le progrès technologique renforcent la croissance des sociétés multinationales, le Canada et les États-Unis, des collaborateurs de longue date lorsqu'il s'agit d'intégration, forment une entité économique plus unie que jamais.

Heather Nicol, professeure de géographie politique à l'Université West Georgia, à Carrollton, en Géorgie, et présidente de l'Association des études canadiennes du Sud des États-Unis, affirme quant à elle que le commerce entre une importante chaîne de quincailleries ayant son siège à Atlanta, Home Depot, et l'Ontario, est plus important que le volume des échanges entre l'ensemble des États-Unis et la France.

M^{me} Nicol, qui est originaire de Toronto, mais habite à Atlanta, souligne cependant que les Canadiens ne voient pas le monde comme les Américains, et que cela s'avère bénéfique pour les deux pays. Les relations entre le Canada et les États-Unis sont un modèle de coopération et de rapprochement, et

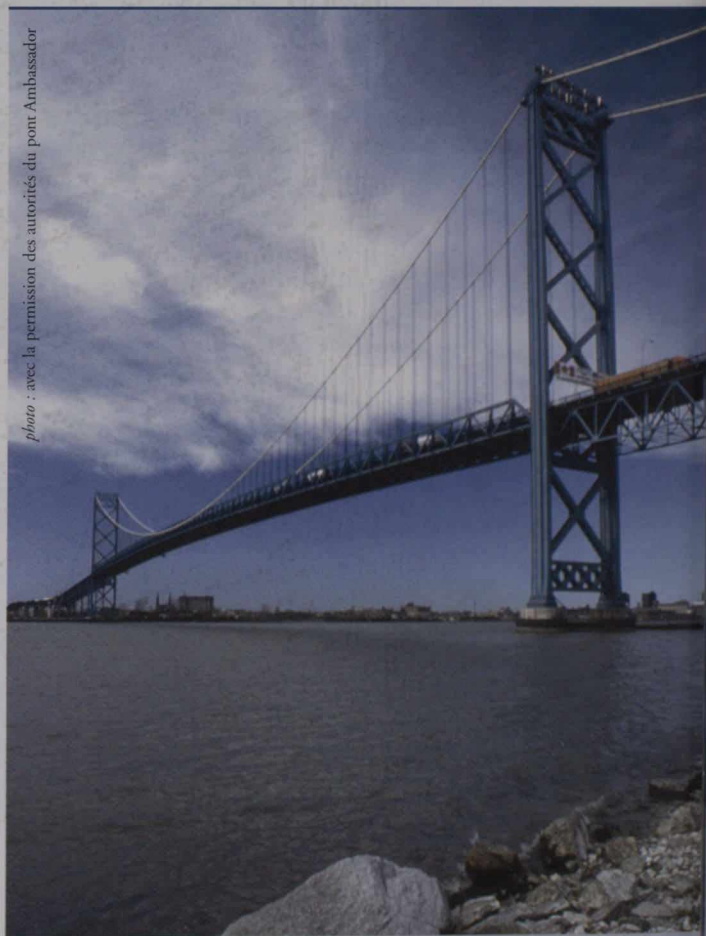


photo : avec la permission des autorités du pont Ambassador

Le majestueux pont Ambassador, qui relie Windsor et Detroit, est un puissant symbole des liens géographiques et économiques entre le Canada et les États-Unis.

cela, malgré les différences culturelles, des différends commerciaux fréquents et le fait que nos deux pays sont de puissance très inégale. Et ce modèle se révèle de plus en plus utile à l'échelle internationale.

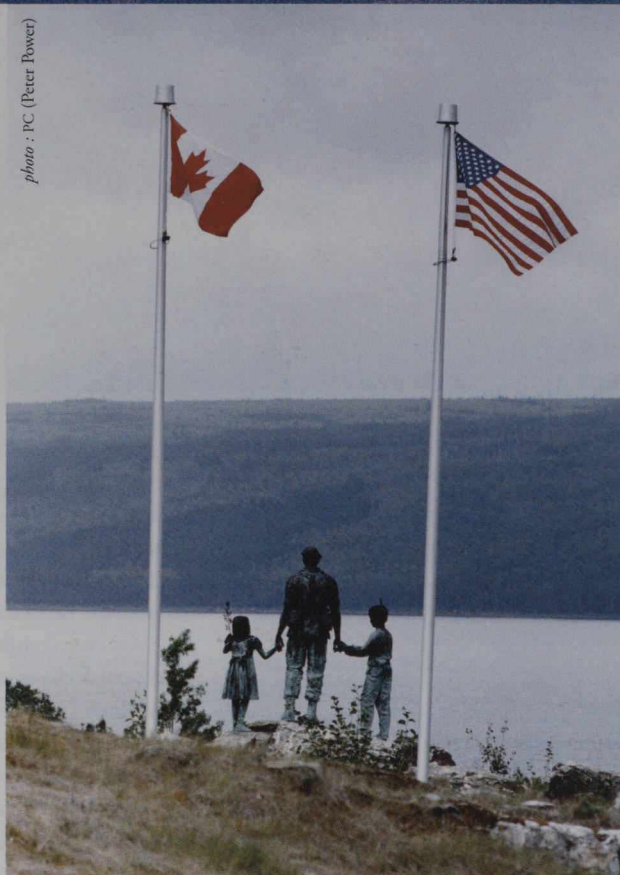
« Depuis 10 ou 15 ans, tous les grands enjeux sont de nature géopolitique, qu'il s'agisse de la fin de la guerre froide ou des différends frontaliers, conclut M^{me} Nicol. À ce titre, les relations entre le Canada et les États-Unis revêtent une importance extrême pour qui veut comprendre les affaires mondiales. »

Pour de plus amples renseignements sur les relations du Canada avec les États-Unis et le Mexique, prière de visiter le site www.international.gc.ca.

Pour en savoir plus sur l'IRA et d'autres aspects de la représentation canadienne aux États-Unis, prière de consulter www.international.gc.ca/can-am.

Pour plus de détails sur les récentes visites au Canada du président américain, George W. Bush, et du président mexicain, Vicente Fox, veuillez consulter l'adresse www.pm.gc.ca.

photo : PC (Peter Power)



Un mémorial situé à Gander (Terre-Neuve) marque l'endroit où sont mortes 258 personnes dans un écrasement d'avion le 12 décembre 1985.

Par-delà la frontière

On les entend gronder nuit et jour sur la 401, en Ontario, chargés de produits canadiens à destination du marché américain et au-delà. La prochaine escale de ces mastodontes : le majestueux pont Ambassador, le plus long ouvrage suspendu du monde à relier deux pays. Trait d'union jeté entre les villes de Windsor et Detroit, il laisse passer chaque jour de l'année, dans les deux sens, quelque 9 500 camions transportant davantage de marchandises que ce qui transite par tout autre poste frontalier de la planète.

Avec les 45 000 camions qui la franchissent chaque jour — un à toutes les deux secondes — la frontière est le miroir vivant des liens géographiques et économiques qui font du Canada et des États-Unis le tandem commercial le plus important du monde. Le moindre heurt à la frontière se répercute sur les échanges dont les deux pays sont tributaires.

La gestion efficace de la frontière est cruciale, non seulement pour les économies du Canada et des États-Unis, mais en outre pour leur sécurité. C'est pourquoi, dans le sillage des événements du 11 septembre 2001, les deux pays ont signé la Déclaration sur la frontière intelligente. Assortie d'un plan d'action en 32 points couvrant toutes les questions, de l'inspection des ports à la création d'équipes policières communes, cette entente vise à assurer le fonctionnement harmonieux de la frontière. On veut, tout à la fois, garantir la libre circulation des marchandises et la sécurité.

« Il s'agit de gérer le risque, selon M. George Costaris, chargé des relations politico-économiques et des affaires publiques au consulat du Canada à Detroit. L'objectif est de veiller à ce que la

frontière fonctionne bien sans que cela nuise au commerce ou à la sécurité. »

Le programme Expéditions rapides et sécuritaires, connu sous le sigle EXPRES, permet le dédouanement accéléré des envois préautorisés et est l'un des programmes les plus appréciés. David Bradley est directeur général de l'Alliance canadienne du camionnage, un regroupement des organismes provinciaux en ce domaine. Il estime que les couloirs EXPRES réservés aux envois par camion sont « le meilleur espoir que nous ayons pour une frontière qui fonctionne bien ».

Il y a aussi le programme NEXUS, aux termes duquel les voyageurs à faible risque préapprouvés peuvent utiliser des couloirs désignés à une douzaine de ponts et postes frontaliers. La dernière innovation pour les voyageurs est le programme NEXUS Air, actuellement à l'essai à l'Aéroport de Vancouver. Après avoir posé devant un appareil photo numérique qui utilise la technologie de reconnaissance de l'iris pour vérifier leur identité, les « membres » préapprouvés du programme NEXUS se présentent à un poste de déclaration automatisé NEXUS Air et remplissent eux-mêmes les formalités américaines de douane et d'immigration. Les Canadiens qui rentrent au pays peuvent utiliser le poste de déclaration automatisé pour payer les droits ou taxes dus sur les marchandises importées.

Pour faciliter l'application du plan d'action en 32 points, le gouvernement du Canada a créé le Fonds sur l'infrastructure frontalière, à hauteur de 600 millions de dollars. Ce fonds permettra, notamment, de construire de nouvelles bretelles d'accès aux autoroutes et d'améliorer les installations, surtout dans les postes frontaliers les plus occupés entre les deux pays.

Le déploiement d'équipes intégrées de la police des frontières à chaque point stratégique entre les deux pays est une autre initiative clé issue du plan d'action. Binationales et multipartites, ces équipes renforcent la capacité de faire échec aux organisations criminalisées et aux individus soupçonnés d'activités criminelles ou terroristes, sans gêner la libre circulation des honnêtes citoyens.

M. Bradley estime que les problèmes frontaliers constituent l'une des questions économiques les plus pressantes pour le Canada, et peu seront en désaccord avec lui. Pour les gouvernements du Canada et des États-Unis, les importateurs, les exportateurs, les gens d'affaires et les touristes, le programme de la frontière intelligente est essentiel au bon fonctionnement des 130 postes douaniers entre les deux pays.

L'Accord sur la frontière intelligente est si important qu'il a été l'un des principaux sujets de discussion entre le premier ministre Paul Martin et le président des États-Unis George W. Bush lors de leur rencontre à Ottawa en novembre. « Nous allons accentuer notre collaboration pour fermer la frontière au terrorisme et garantir la sécurité de la circulation des personnes et des biens, a déclaré M. Martin. »

Les deux dirigeants ont aussi discuté de la possibilité d'un nouveau poste frontalier entre Windsor et Detroit, car ils reconnaissent l'importance capitale des liens frontaliers pour la création d'emplois et la prospérité des deux pays.

Pour en savoir plus sur l'Agence des services frontaliers du Canada, visitez le site www.cbsa-asfc.gc.ca. Au sujet du Fonds pour l'infrastructure frontalière, voyez le site www.infrastructure.gc.ca et cliquez sur « Programmes d'infrastructures ».

LA VOIX DU CANADA

Le mandat de représenter le Canada au cœur de l'empire américain est une source de défis et de satisfaction à nulle autre pareille.

Chargés de la bonne marche de relations bilatérales figurant parmi les plus importantes et les plus durables entre deux pays, les porte-parole du Canada à Washington exercent sans doute le rôle le plus influent au sein du corps diplomatique canadien.

C'est ainsi que, responsables de la liaison entre la première puissance de la planète et les grands acteurs

politiques canadiens, ils s'acquittent de leur tâche au prix d'heures exténuantes, assurent le suivi de centaines de dossiers, naviguent dans les coulisses du pouvoir et mènent une vie sociale trépidante, tout aussi exigeante pour leur conjointe. Et ils en redemandent!

« La défense des intérêts canadiens y est plus importante que partout ailleurs. C'est également ici que se prennent les décisions les plus

lourdes de conséquences sur les enjeux cruciaux pour le Canada », affirme Michael Kergin, l'ambassadeur du Canada aux États-Unis depuis 2000. « Aussi est-ce pour moi un honneur exceptionnel et une immense responsabilité de me retrouver tous les jours au cœur de l'action à Washington. »

La plupart des représentants du Canada à Washington, y compris M. Kergin, sont d'anciens hauts fonctionnaires, depuis longtemps passés maîtres dans l'art de la diplomatie et de la politique. Toutefois, de l'avis de tous, aucun autre poste n'exige de montrer autant d'ardeur au travail. À cela s'ajoute la nécessité d'avoir une curiosité inépuisable et une profonde

compréhension des affaires internationales, de bénéficier de la confiance inébranlable du gouvernement du Canada et de pouvoir nouer des relations de confiance avec les principaux centres de pouvoir de la capitale américaine.

« Vous vous rendez compte très rapidement que les relations entre le Canada et les États-Unis surpassent toutes les autres en importance », d'affirmer pour sa part M. Raymond Chrétien, qui a occupé ces fonctions pendant la plus grande partie des deux mandats du gouvernement Clinton. « Et cela est encore plus vrai aujourd'hui. »

En effet, M. Alan Gotlieb, l'ambassadeur du Canada le plus longtemps en poste à Washington pendant les années 1980, précise que, à son arrivée au Service extérieur, en 1954, la direction des États-Unis du ministère des Affaires extérieures ne comptait que deux employés en tout. « Pour l'essentiel ils s'occupaient des ponts et des tunnels transfrontaliers. »

Mais surtout, dans les premières années, les fonctions d'ambassadeur se limitent à des entretiens à huis clos avec les membres du pouvoir exécutif américain : les diplomates ne sont pas les bienvenus au Capitole. Dans ses mémoires, Lester B. Pearson se souvient même avoir été gentiment rappelé à l'ordre par les représentants du département d'État, après s'être exprimé publiquement sur certaines questions. Selon eux, il devait s'adresser uniquement à eux, et non pas directement au Congrès ou à la presse, et ne tenir que des propos prudents et lénifiants à l'intention du public.

Entrés en fonction après le scandale du Watergate, à la suite duquel le Congrès contestait désormais l'autorité du président, M. Gotlieb et ses successeurs viennent à Washington pour pratiquer une nouvelle diplomatie. Dorénavant, leurs démarches s'adresseront aussi au Congrès, à ses comités comme à ses

L'ambassadeur Michael Kergin, debout avec un agent de la GRC, au 6^e étage de la terrasse de l'ambassade, à l'ombre du Capitole.

membres, aux autres ministères et organismes gouvernementaux, aux groupes d'intérêt, aux médias, aux lobbyistes et au public.

L'emplacement de l'ambassade du Canada est un élément important de cette nouvelle orientation. En effet, la mission canadienne qui ouvre ses portes en 1989 est située directement en face du Capitole, de sorte qu'il est très facile de se rendre à pied à des réunions, à des déjeuners ou à des activités sociales, aux dires de M. Kergin.

Ces jours-ci, un nouveau secrétariat est en cours d'aménagement à l'intérieur de l'ambassade. Il permettra de mieux représenter les intérêts canadiens aux niveaux provincial et parlementaire et de présenter une position canadienne commune dans les communications avec le Congrès, les États, les groupes d'intérêt et le public américain.

Il n'est pas facile de se faire entendre à Washington. Les puissances étrangères, qui ne peuvent ni mobiliser les électeurs américains ni apporter de contributions financières doivent rallier à leur cause les principaux intéressés américains et exercer des pressions de concert avec des groupes d'intérêt nationaux. Pour les chefs de mission, il est tout particulièrement important de nouer des alliances.

« Cent soixante ambassadeurs œuvrent à Washington et ils veulent tous, d'une façon ou d'une autre, attirer l'attention », affirme pour sa part M. Derek Burney, qui a représenté le Canada à Washington sous le gouvernement de George Bush père. « Pour bien se faire entendre, il est absolument nécessaire d'avoir accès aux preneurs de décisions. »

Pour M. Chrétien, cela signifie qu'il faut être « un peu plus audacieux. Il faut prendre des risques et ne pas avoir peur de parler de questions controversées. Autrement, on demeure dans l'ombre, à l'écart des prises de décisions. »

L'ancien ambassadeur Raymond Chrétien en compagnie de l'ancien président américain Bill Clinton : « Les relations entre le Canada et les États-Unis surpassent toutes les autres en importance. »

Bien souvent, c'est longtemps après les heures de bureau, dans des rencontres sociales, que les choses se passent. « Washington est le seul endroit au monde où l'on brûle d'envie de se faire inviter à 20 ou 30 dîners tous les soirs, se souvient M. Gotlieb. Pour qui réussit à se faire des contacts, à accéder aux décideurs et à participer aux décisions, la capitale américaine exerce une fascination sans fin. »

M. Gotlieb s'est fait connaître pour sa capacité de faire de l'ambassade du Canada un « terrain neutre », où pouvaient se rencontrer un mélange éclectique d'acteurs influents, de tous les horizons : républicains et démocrates, secrétaires du Cabinet et chefs syndicaux, icônes de la culture populaire et intellectuels. « Pendant une certaine période, nous avons joué un rôle unique, même si, à notre arrivée à Washington, nous ne connaissions personne, ajoute M. Gotlieb, dont la femme, Sondra, a apporté une contribution centrale. »

En effet, la contribution des conjointes joue un rôle crucial dans l'aboutissement des efforts diplomatiques dans cette ville. « Washington fonctionne, dans une large mesure, par paires », précise M. Kergin, qui y a rencontré sa femme, Margarita, en 1972, lors de sa première affectation diplomatique dans la capitale américaine. À l'heure actuelle, M^{me} Kergin préside l'un des clubs très influents qui regroupent les conjointes de responsables des milieux politiques, médiatiques, diplomatiques et d'autres secteurs.

Par ailleurs, « il est essentiel de ne pas rester confiné au petit monde de Washington », de poursuivre M. Chrétien. « Il faut se rappeler que nous ne sommes pas ambassadeur à Washington, mais

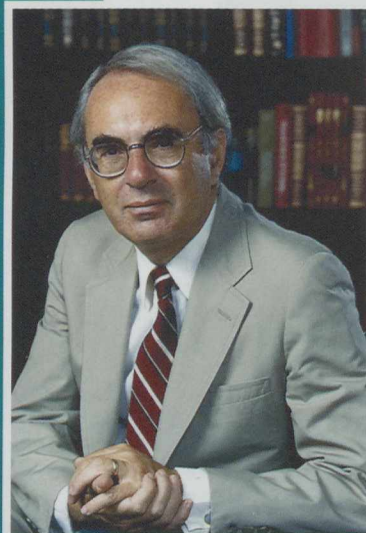
bien ambassadeur aux États-Unis, de sorte qu'il faut parcourir le pays. »

Selon les anciens représentants du Canada, il est difficile de quitter Washington à la fin de son mandat. Ceux-ci poursuivent généralement leur carrière dans de grandes entreprises ou des cabinets d'avocats canadiens et mettent à contribution leur influence au sein de conseils d'administration et de fondations, tandis que d'autres enseignent à l'université. Ils continuent d'observer la situation lorsque de nouveaux gouvernements sont élus à Ottawa et à Washington, et que ceux-ci essaient de s'entendre, et ils réfléchissent aux enjeux diplomatiques qui se profilent à l'horizon, sur fond de différends commerciaux, de valeurs personnelles conflictuelles, d'intérêts communs et de divergences sur des questions politiques et de sécurité.

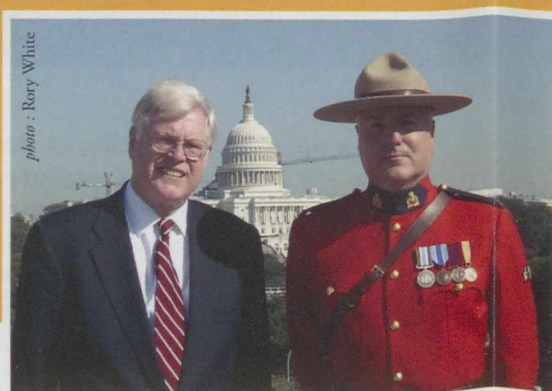
Selon eux, il est essentiel que nous trouvions une façon de faire progresser nos relations avec les États-Unis, étant donné le rôle que ceux-ci peuvent jouer dans la promotion de nos intérêts à l'étranger, y compris pour faciliter le travail de nos représentants dans la capitale américaine. « La conduite de nos relations avec les États-Unis avec tact et courtoisie nous aidera à exercer une influence sur l'ensemble de la scène internationale », d'ajouter M. Burney.

« Avant de pouvoir influencer sur le cours des affaires internationales, il faut d'abord exercer une influence à Washington, conclut M. Gotlieb. L'ambassadeur est bien placé pour jouer ce rôle. »

Pour en savoir plus sur la mission diplomatique canadienne à Washington, consultez le site www.canadianembassy.org.



L'ancien ambassadeur Alan Gotlieb : Des rencontres en terrain neutre.



L'ambassadeur Michael Kergin, debout avec un agent de la GRC, au 6^e étage de la terrasse de l'ambassade, à l'ombre du Capitole.



L'ancien ambassadeur Raymond Chrétien en compagnie de l'ancien président américain Bill Clinton : « Les relations entre le Canada et les États-Unis surpassent toutes les autres en importance. »



L'ancien ambassadeur Derek Burney en compagnie de l'ancien président des chefs d'état-major interarmées Colin Powell.



Nos représentants à Washington

Le Canada a eu jusqu'ici vingt représentants à Washington. Parmi les premiers envoyés figuraient de vénérables personnages du Service extérieur du Canada, au moment où le pays s'ouvrait au monde et commençait à faire entendre sa voix chez son plus proche voisin. Les plus récents chefs de mission ont dû naviguer entre les écueils d'un paysage politique changeant et les jeux de pouvoir qui caractérisent Washington. Il leur a aussi fallu mettre l'accent sur la diplomatie publique et gérer des relations bilatérales plus complexes que jamais.

- 1927 – 1930 Vincent Massey
- 1931 – 1935 William Herridge
- 1936 – 1939 Sir Herbert Marler
- 1939 – 1941 Loring Christie
- 1941 – 1944 Leighton McCarthy
- 1944 – 1946 Lester B. Pearson
- 1946 – 1953 Hume Wrong
- 1953 – 1957 Arnold Heeney
- 1957 – 1958 Norman Robertson
- 1959 – 1962 Arnold Heeney
- 1962 – 1966 Charles Ritchie
- 1966 – 1970 Ed Ritchie
- 1970 – 1975 Marcel Cadieux
- 1975 – 1977 Jake Warren
- 1977 – 1981 Peter Towe
- 1981 – 1989 Allan Gotlieb
- 1989 – 1993 Derek Burney
- 1993 – 1994 John de Chastelain
- 1994 – 2000 Raymond Chrétien
- 2000 – 2005 Michael Kergin
- 2005 – Frank McKenna (Ambassadeur désigné)

DORMIR AVEC UN ÉLÉPHANT

L'industrie cinématographique canadienne connaît un succès considérable à l'ombre d'un géant culturel.

Le Canada joue un second rôle dans le film de Hollywood *Just Friends* qui sortira cette année dans les salles nord-américaines. Cette comédie romantique se déroule dans le New Jersey avec en vedette l'acteur canadien Ryan Reynolds, qui s'est fait connaître dans *Blade: Trinity*. Sa fiancée, Alanis Morissette, chanteuse rock canadienne, y fait une brève apparition. Le tournage commence en janvier en Saskatchewan, où pour la première fois un grand studio américain

vient de s'installer. Attiré par les incitations fiscales de la Saskatchewan et les installations de production modernes et sur mesure qu'offre Regina, M. Rob Merilees, producteur de *Just Friends*, prévoit déjà y tourner un autre film en 2005. « Le studio de production à Regina est de calibre mondial et flambant neuf — aussi bien que tout ce que l'on peut trouver à Los Angeles, voire mieux, a-t-il déclaré. »

Nombre de provinces et territoires du Canada jouissent d'une excellente réputation auprès des producteurs américains qui y apprécient particulièrement les talents, les villes et les installations, ainsi que les taux de change et les incitations fiscales. En plus de travailler dans des productions américaines au Canada, de nombreux acteurs, cinéastes et techniciens canadiens vont aussi vers le sud chercher fortune à la source de leur art.

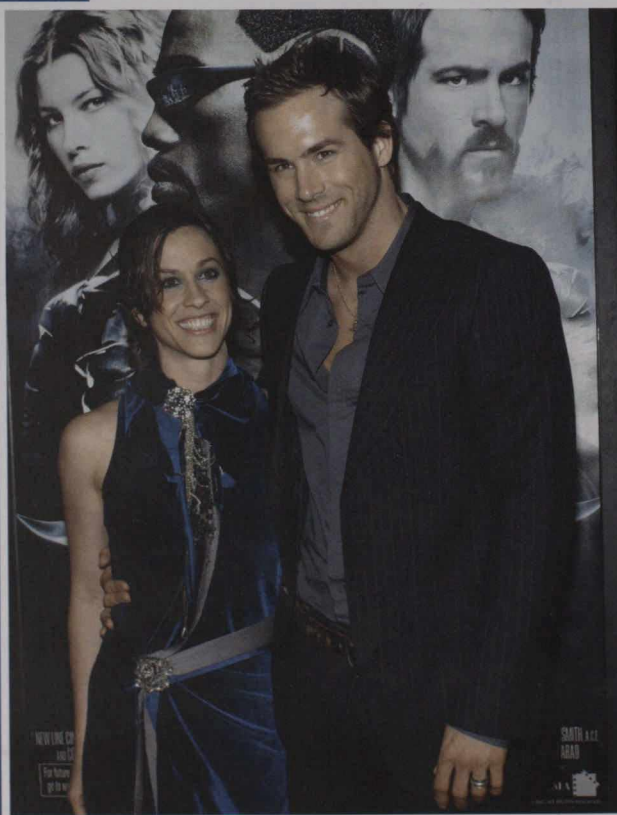
C'est un échange qui avantage les deux pays — et égalise les règles du jeu. Depuis l'époque des films muets dans les années 1920, Hollywood domine le cinéma canadien à tel point que de grands producteurs et distributeurs américains considèrent que notre pays fait partie de leur marché national. Actuellement, les longs métrages américains produisent 91 p. 100 des recettes au Canada alors que 70 p. 100 des émissions de télévision canadiennes de grande écoute proviennent des États-Unis. En 2002-2003, les films canadiens de langue anglaise ne représentaient que 1 p. 100 des recettes en salle. Il n'est donc pas surprenant que les producteurs canadiens aient à se battre pour vendre leurs films sur le marché américain, où la concurrence est féroce.

Pour contrer la domination écrasante des films américains au Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux ont recours à divers moyens culturels pour promouvoir et favoriser l'industrie

canadienne, ce qui fait quelquefois froncer les sourcils au sud de la frontière. À l'heure actuelle, Hollywood s'inquiète des avantages fiscaux et des faibles taux de change qui attirent vers le nord les productions de films et de télévision. Un rapport notoire laissait d'ailleurs entendre qu'en 1998, l'industrie américaine avait perdu plus de 10 milliards de dollars dans des productions qui avaient déserté les États-Unis au profit de l'étranger et surtout du Canada. Toutefois, selon une étude commandée par l'industrie canadienne et publiée en octobre dernier, ce chiffre serait inférieur à 2 milliards de dollars.

« Il ne fait désormais plus de doute que le Canada accapare les emplois du secteur cinématographique et télévisé au détriment des États-Unis », déclare Roz Wolfe, qui travaille depuis 23 ans au consulat général du Canada à Los Angeles. Selon elle, la majorité des observateurs estiment que les pertes d'emplois à Hollywood sont essentiellement attribuables à la nature cyclique de l'industrie et à l'augmentation des émissions de télé-réalité qui n'ont pas besoin de scénaristes, d'acteurs ou d'autres spécialistes tels que les concepteurs et costumiers. « La plupart des États américains font tout pour attirer les producteurs de Los Angeles, ajoute M^{me} Wolfe, et même lorsqu'une production se fait au Canada, elle crée quand même des emplois de postproduction aux États-Unis. »

Le consulat est devenu un pôle d'attraction à la fois pour les Américains qui cherchent des talents canadiens et pour les producteurs canadiens qui espèrent percer sur le marché américain. Ainsi, la publication, que l'on trouve en librairie et sur le Web, produite par le consulat et intitulée le *Répertoire des talents canadiens à Los Angeles* dresse la liste de plus de 2 000 professionnels canadiens de l'industrie en ville. « Nous



Duo de *Just Friends* : L'acteur canadien Ryan Reynolds et la chanteuse rock Alanis Morissette à la récente première du film *Blade: Trinity*.

essayons de mettre à jour toutes les deux semaines la version en ligne du répertoire, affirme M^{me} Wolfe, qui s'est chargée du projet. C'est désormais un outil précieux pour l'industrie américaine. »

Soutenir la culture canadienne qui est dans l'ombre des États-Unis n'est pas une mince affaire. Les consulats canadiens aux États-Unis collaborent avec la direction de promotion des arts d'Affaires étrangères Canada (AEC), ainsi qu'avec Patrimoine canadien et Commerce international Canada afin de promouvoir nos artistes et notre secteur culturel (arts de la scène et visuels, enregistrements sonores, nouveaux médias et publications, design et artisanat, films et télévision). L'an dernier, par exemple, les consulats ont fait en sorte que le Canada soit très en vue au Sundance Film Festival, au festival gai et lesbien de San Francisco ainsi qu'à la manifestation la plus prestigieuse de l'industrie, la cérémonie des Oscars. Chaque année, AEC appuie la présence d'acheteurs américains clés aux grands festivals canadiens tels que le festival international des films de Toronto et le festival de la télévision de Banff.

Au plan commercial, le consulat à Los Angeles a, en collaboration avec Téléfilm Canada et les offices du film provinciaux, fait participer 200 professionnels de l'industrie canadienne au marché du film américain à Santa Monica, en Californie, où ils ont, pendant huit jours en novembre, vu des films et conclu des marchés. « Il s'agit de mettre les producteurs canadiens en contact avec les décideurs », explique Jennifer Price, consule et déléguée commerciale qui a organisé la mission.

L'un des producteurs ayant conclu des marchés est M^{me} Sherrie Johnson, dont la compagnie, da da kamera pictures de Toronto, a produit une comédie intitulée *Wilby Wonderful*.



photo : Justin Hall

▲ Andy Jones (à gauche) et William Hurt ont tenu la vedette dans *Rare Birds*, un film très populaire de la société terre-neuvienne Pope Productions, dont l'action se déroule dans un petit port isolé de Terre-Neuve.

M^{me} Johnson dit y avoir vendu les droits de diffusion dans les cinémas, à la télévision et en DVD. « Cela a été terriblement important parce que les ventes aux États-Unis servent de tremplin au marché international. »

S'il est courant pour des Canadiens de jouer dans des films américains, comme Ryan Reynolds qui a été la vedette de *Just Friends*, l'inverse est aussi vrai. Ainsi en 2002, les productions Pope de Terre-Neuve ont produit le film *Rare Birds*, tourné dans un petit village isolé de Terre-Neuve et mettant en vedette un second rôle canadien au côté de l'acteur américain William Hurt. Le film, qui a été à l'affiche pendant 13 semaines au Canada, a été vendu à HBO. Et lorsque le film a été choisi comme « DVD de la semaine » par l'influent critique Roger Ebert, il y a eu une flambée des locations du film aux États-Unis.

« Nous pénétrons petit à petit le marché américain, constate le producteur principal Paul Pope. C'est un marché extrêmement concurrentiel. » Il fait la distinction entre les grands de Hollywood, qui ont d'énormes budgets de production et de publicité et les cinéastes indépendants qui doivent surmonter les mêmes obstacles que leurs homologues canadiens. « Nous essayons de faire notre place dans une industrie dominée par des studios immensément riches. Et si vous voulez



photo : Pope Productions Ltd.

▲ Le réalisateur Paul Pope sur le plateau de *Rare Birds* : « Avant de mourir, je ferai un film qui fera une percée aux États-Unis. Je ne le ferai pas en essayant de suivre les tendances du marché, mais en produisant une œuvre intéressante. »

faire un film sur les Canadiens, c'est encore plus difficile. »

Pour Pope, le succès au sud de la frontière est important, mais pas à n'importe quel prix. « Avant de mourir, je ferai un film qui fera une percée aux États-Unis, déclare-t-il. Je ne le ferai pas en essayant de suivre les tendances du marché, mais en produisant une œuvre intéressante. C'est ce qui compte pour moi. » 🍁

Pour tout complément d'information sur la promotion des arts au Canada, voyez www.international.gc.ca/arts.

Pour en savoir davantage sur le consulat général du Canada à Los Angeles, consultez www.losangeles.gc.ca.

Autres sites d'intérêt : www.popeproductions.com et www.dadakamera.com.

L'ALENA APRÈS DIX ANS

Dix ans après sa signature, les effets de l'Accord de libre-échange nord-américain se font sentir dans l'ensemble de l'économie du Canada — et dans ses supermarchés.

Dans les supermarchés et les grands magasins d'un océan à l'autre, les consommateurs canadiens se trouvent devant un choix presque infini de produits. Mais ils sont rares à savoir que ce large éventail de produits à prix abordables qui leur est offert découle de la participation du Canada au plus vaste accord commercial du monde.

Cette abondance n'a fait que s'accroître au cours des dix années qui ont suivi la conclusion, par le Canada, le Mexique et les États-Unis, d'un accord qui a fait date : l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Le produit intérieur brut (PIB) combiné de ses membres, à 11 billions de dollars américains, soit près de 30 p. 100 du PIB mondial total, témoigne de la réussite de l'ALENA tant sur le plan économique que diplomatique. L'accès au vaste marché américain que l'accord a procuré au Canada fait également envie aux nations commerçantes du monde entier.

Cette année a marqué non seulement le dixième anniversaire de l'entrée en

vigueur de l'ALENA, mais aussi le quinzième anniversaire de son prédécesseur, l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Ces deux accords ont conduit à l'abolition des droits de douane sur la plupart des marchandises, établi des règles claires régissant le commerce et créé un marché plus étendu et intégré. Ces accords ont fait de l'Amérique du Nord l'une des régions du monde les plus propices aux affaires. Parmi ceux qui en ont le plus largement profité figurent les consommateurs canadiens.

« Les consommateurs canadiens sont doublement gagnants, a indiqué John Curtis, économiste principal à Commerce international Canada. Ils jouissent, d'un côté, d'un choix abondant en raison du plus grand nombre de biens et de services importés et, de l'autre, de prix plus bas car l'ALENA a rendu les trois partenaires plus compétitifs. »

Mais les consommateurs ne sont pas les seuls à profiter de la libéralisation des échanges : l'économie tout entière en bénéficie aussi. Grâce à l'ALENA, le Canada a consolidé sa position de premier partenaire commercial des États-Unis. En 2003, c'est près de 80 p. 100 de ses exportations totales que le Canada a destinées à son voisin du Sud, comparativement à 71 p. 100 en 1989. Les États-Unis ont gagné en importance comme marché d'exportation pour la plupart des provinces et presque toutes les branches de production canadiennes.

« L'ALENA a été un moteur puissant pour les fabricants canadiens », a affirmé Perrin Beatty, président des Manufacturiers et Exportateurs du Canada, ajoutant que l'établissement de règles commerciales prévisibles et l'abolition des droits de douane avaient stimulé, aux États-Unis, la demande de pièces et de produits fabriqués au Canada. « S'il est vrai que les fabricants ont dû traverser une période d'adaptation,

l'ALENA, tout compte fait, a été énormément positif pour le Canada et a mis en évidence notre compétitivité. »

Il arrive cependant que ce tableau généralement éclatant soit parfois assombri par d'occasionnels différends commerciaux, qui peuvent avoir de graves répercussions sur les secteurs touchés, comme c'est le cas pour les exportations canadiennes de bois d'œuvre résineux.

Comme l'a indiqué le ministre du Commerce international, James Peterson : « Les différends sont l'exception plutôt que la règle. Quatre-vingt-quinze pour cent des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis se déroulent sans problème. » Néanmoins, lors de la visite récente au Canada du président américain George W. Bush, nos deux pays ont convenu de procéder à un examen conjoint du mécanisme de règlement des différends de l'ALENA en vue de l'améliorer.

Aiguillonné par le succès de l'ALENA, le Canada cherche à profiter d'autres occasions commerciales à l'échelle des Amériques. Le Canada a conclu des accords de libre-échange bilatéraux avec le Chili en 1997 et le Costa Rica en 2003 et est en train d'en négocier d'autres avec le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua. De plus, le Canada, le Mexique, les États-Unis et les 31 autres pays démocratiques du continent américain œuvrent en vue de créer une Zone de libre-échange des Amériques.

Ces accords ne peuvent que bénéficier au Canada qui, étant donné sa population relativement faible, est tributaire de l'exportation pour maintenir sa prospérité économique.

« Il ne fait aucun doute que la santé financière de notre pays dépend de la libéralisation des échanges commerciaux et de l'investissement à l'échelle internationale, a conclu M. Curtis. »



Aubaine pour les consommateurs : l'ALENA a aboli les droits de douane sur la plupart des produits importés, établi des règles commerciales limpides et créé un marché plus vaste et plus intégré en Amérique du Nord, faisant de cette région l'un des endroits les plus propices aux affaires dans le monde.

DES MŒURS QUI CHANGENT

Frank Koller est correspondant de la radio anglaise de Radio-Canada à Washington. De 1985 à 1998, il a couvert l'Asie, envoyant des reportages à la CBC de presque tous les pays du continent. Aux États-Unis, Koller a couvert de nombreux événements, de la crise du recomptage des voix en 2000 aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York en passant par les récentes élections, qu'il met ici en perspective.

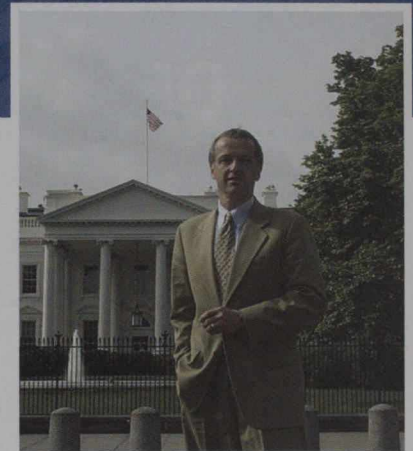


photo : avec la permission de Frank Koller

Deux poètes.

Deux cents milles de distance.

Deux mondes différents?

Dennis Williams habite Neosho, au Missouri, une petite ville dans les monts Ozark. Quand il n'écrit pas des poèmes pour l'association des poètes cow-boys du Missouri, il construit des chariots couverts à l'ancienne avec sa femme Donna.

À quelque trois cents kilomètres au nord, Michelle Boisseau enseigne la poésie à l'Université du Missouri à Kansas City. Personnalité bien établie du monde littéraire aux États-Unis, elle a remporté des dizaines de prix nationaux.

Au cours d'une année passée à parcourir les États-Unis pour rendre compte de la course à la présidence, ce sont mes rencontres avec ces deux poètes qui ont résumé le mieux les enjeux de cette élection, et en ont prédit l'issue.

Relaxant sur une chaise de jardin, derrière l'atelier de sa ferme, Dennis Williams parlait de son appui en faveur du président George W. Bush, chef d'État dont il apprécie la sincérité et les convictions religieuses et qui lui inspire confiance. Il était loin d'être satisfait de tout ce que faisait Bush — au pays et en Iraq —, mais dans l'ensemble, il trouvait que le président « se tire plutôt bien de situations délicates ».

Sur une chaise de cuisine, dans une maison en rénovation, Michelle Boisseau disait qu'elle faisait de gros efforts pour modérer sa colère contre Bush. « Comme bien des gens qui lisent beaucoup... je suis très mécontente de la direction que prend le pays... avec mes amis, des

gens qui étudient l'histoire, on pense à l'Allemagne nazie. » Elle n'a pas prononcé le nom de John Kerry avant que je ne l'évoque moi-même.

Depuis l'élection controversée de 2000, on a répandu beaucoup d'encre sur « l'Amérique divisée », sur les États rouges par opposition aux États bleus ou encore sur le choc des valeurs.

John Kenneth White, de l'Université Catholique de Washington, a bien résumé la situation : les États-Unis seraient divisés entre « ceux qui prônent une morale absolue et ceux qui prônent une morale au petit pied ».

Mais il y a autre chose que j'ai vu à l'œuvre chez mes deux poètes et dans tout le pays. Cela m'a incité à croire très tôt que Bush l'emporterait encore une fois. (Mes amis et collègues canadiens disaient que je devais boire du Kool-Aid républicain.)

Depuis le 11 septembre, les États-Unis sont un pays en guerre. Ses fils et ses filles meurent dans un conflit dont on ne voit pas la fin, ce qui fait peur aux républicains aussi bien qu'aux démocrates. Mais alors même que les Américains débattaient vigoureusement de ce qu'il fallait faire, il y avait une aspiration générale à des temps plus « normaux ». Cette aspiration des plus humaines peut cohabiter avec des convictions politiques et philosophiques passionnées, et même les éclipser. Et Bush satisfait cette aspiration plus que Kerry.

On pourrait faire valoir que les deux partis ont exploité et déformé des enjeux importants dans leur campagne électorale. Mais vu l'état de la société

américaine en 2004, c'est Bush et non Kerry qui avait le plus de positions dites « normales » : opposition au mariage gay, soutien des troupes au combat, volonté de réduire les impôts.

Et la normalité inspire le bien-être; elle a quelque chose de réconfortant. Bien entendu, elle peut évoluer — et on peut la changer. Parfois en mieux. Parfois en pire, comme l'a écrit Bruce Cockburn : « L'ennui, avec la normalité, c'est qu'elle empire toujours. »

La clé de cette élection, c'est que George W. Bush, et non John Kerry, a apporté à la majorité des Américains un sentiment de réconfort et de bien-être en des temps incertains, même si beaucoup d'entre eux imputent l'incertitude à Bush lui-même!

Les Canadiens doivent accepter que désormais, dans l'après-11 septembre, cette contradiction apparente reste gravée dans la psyché américaine.

La colère de Michelle Boisseau contre Bush a trouvé des échos retentissants dans tout le pays. Comme sa froideur pour Kerry.

Mais les échos les plus retentissants (51 p. cent contre 48 — juste assez, finalement) ont été les échos de propos comme ceux de Donna, la femme de Dennis Williams : « J'ai l'impression que George Bush est le genre de type avec qui on se sent bien, c'est-à-dire une personne que je pourrais inviter à boire un café et à bavarder avec moi... Avec John Kerry, je n'ai jamais cette impression. »

L'essentiel, c'est le bien-être. 🍀

Frank Koller, correspondant de la radio anglaise de Radio-Canada : George W. Bush a apporté à la majorité des Américains un sentiment de réconfort et de bien-être en des temps incertains.

DES OCCASIONS À SAISIR

Avec le renforcement de leurs liens économiques, universitaires et culturels, le Canada et le Mexique sont deux souris qui, ensemble, pourraient rugir.

Bien qu'ils partagent le même continent, le Canada et le Mexique ont longtemps été deux pays que la planétarisation semblait avoir oubliés. Comme deux souris séparées par un éléphant, on les aurait dits presque incapables de s'apercevoir l'un l'autre, tant le voisin du milieu s'imposait.

Il y a une dizaine d'années, la donne a changé. Le Canada s'est alors joint aux négociations commerciales qui s'accéléraient entre ses deux plus proches voisins et s'est lancé dans l'aventure de ce qui allait devenir l'Accord de libre-échange nord-américain. Au moment où ils célèbrent le 60^e anniversaire de leurs relations diplomatiques, le Canada et le Mexique sont plus que jamais liés l'un à l'autre.

Il ne fait aucun doute que les deux pays mettent les bouchées doubles pour rattraper le temps perdu. À cette fin, ils misent d'abord sur l'ALENA et les

initiatives connexes qui ont stimulé le commerce et l'investissement bien sûr, mais aussi favorisé le tourisme, les échanges universitaires, la collaboration scientifique et l'intérêt réciproque pour la culture de l'autre.

La photographe Valerie Burton, d'Ottawa, a eu l'occasion de vivre de première main cette curiosité transculturelle. Les photos de festivals autochtones qu'elle a prises dans les deux pays ces dix dernières années ont été exposées cet automne au Musée national d'anthropologie, à Mexico, sous le parrainage d'Affaires étrangères Canada. « Cette exposition a connu un immense succès, déclare M^{me} Burton. Les Mexicains sont absolument fascinés par les images du Canada. »

« La similitude frappante entre les traditions autochtones mexicaines et canadiennes l'a beaucoup intriguée, constate-t-elle. Malgré les milliers de kilomètres les séparant, les Autochtones des deux pays ont en effet les mêmes rites, par exemple la fumée comme moyen de communication et le port de têtes de chevreuil lors des danses de chasse traditionnelles. »

« Il y a de nombreux points communs entre les cultures autochtones du Canada et du Mexique, ajoute-t-elle. Évidemment, les Autochtones n'ont que faire de la frontière; pour eux, ils appartiennent tous à une même nation. »

Les constatations de M^{me} Burton ne sont qu'une infime facette de l'imbrication culturelle croissante entre les deux pays. Des vedettes canadiennes du spectacle, comme le Cirque du Soleil, Diana Krall, Nelly Furtado et Avril Lavigne, se sont exécutées devant des foules nombreuses au Mexique.



▲ Visite historique : Le président mexicain Vicente Fox prenant la parole lors d'une séance conjointe du Parlement en octobre, où il a évoqué un partenariat avec le Canada dans le cadre d'un « ALENA plus » et parlé d'emplois pour les Mexicains au Canada.

En 2002, le Canada a été l'invité d'honneur du prestigieux Festival international Cervantino, tenu à Guanajuato, au Mexique. Il était encore sous les feux de la rampe l'année suivante, quand l'Orchestre du Centre national des Arts a clôturé sa tournée nord-américaine par un concert le dernier soir de ce même festival.

Bien entendu, c'est dans le domaine économique que les effets de l'accord commercial se sont fait le plus sentir. Les investissements canadiens au Mexique ont triplé depuis 1994, pour atteindre les 2,8 milliards de dollars en 2003. Aujourd'hui, quelque 1 400 entreprises canadiennes sont présentes au Mexique.

Le Mexique est maintenant le premier marché du Canada pour l'exportation de marchandises en Amérique latine, et le Canada est en passe de devenir le deuxième partenaire économique du Mexique.

Selon John Kirk, professeur d'espagnol à l'Université de Dalhousie, « les deux pays ont longtemps ignoré ce qui saute pourtant aux yeux ». Il a récemment organisé à Halifax une série de conférences très courues sur le Mexique, auxquelles a participé notamment l'ex-maire de Mexico



▲ Rafale d'accords : (de gauche à droite) Le président Vicente Fox et le premier ministre Paul Martin assistent à la signature d'un accord par le secrétaire aux Affaires étrangères du Mexique, Luis Ernesto Derbez Bautista, et le ministre des Affaires étrangères du Canada, Pierre Pettigrew.

et candidat aux présidentielles Cuauhtémoc Cárdenas. « On dirait qu'une lumière vient tout à coup de s'allumer et que nous découvrons à quel point nous sommes stratégiquement importants l'un pour l'autre. »

La visite historique du président du Mexique Vicente Fox au Canada en octobre est venue confirmer cette reconnaissance mutuelle. Cet ancien cadre de Coca-Cola n'a pas caché l'importance qu'il attachait à sa visite de trois jours, emmenant avec lui une délégation comprenant sept ministres, des gens d'affaires et un large contingent de journalistes.

Le premier ministre Paul Martin a invité Fox à prendre la parole lors d'une séance conjointe du Parlement. Le dirigeant mexicain est rapidement entré dans le vif du sujet. Il a souhaité que le Canada participe à un projet « ALENA plus » qui verrait les trois pays intégrer encore davantage leurs économies. Il a aussi demandé au Canada d'accroître les possibilités d'emplois pour les Mexicains dans des secteurs comme la construction et le tourisme, en s'inspirant du Programme des travailleurs agricoles saisonniers. Ce programme, qui en est à sa 30^e année d'existence et connaît un franc succès, permet chaque année à plus de 10 000 Mexicains de venir travailler sur les fermes canadiennes.

« Le moment est venu de réfléchir à la meilleure manière de construire une nouvelle communauté de l'Amérique du Nord, a déclaré le président Fox

aux parlementaires. Je suis également convaincu que le Canada et le Mexique ont beaucoup à apporter à l'élaboration et au fonctionnement de ce projet de coopération et d'intégration régionales. »

Le soir, à un dîner de gala qu'il donnait en l'honneur de son hôte, M. Martin a fait écho à ce sentiment, en tenant les propos suivants : « C'est un signe clair, à mon avis, que le partenariat Canada-Mexique n'est plus une nouveauté surprenante en Amérique du Nord, mais plutôt une réalité durable et un aspect fondamental des programmes intérieurs et internationaux de nos pays. »

De nombreux accords ont été conclus à cette occasion, le plus important étant le Partenariat Canada-Mexique. Cet engagement, que les deux dirigeants ont eux-mêmes signé, permettra d'approfondir les liens économiques et politiques entre les deux pays et de multiplier les débouchés en matière d'investissement et de commerce. M. Fox a en outre annoncé l'ouverture d'un consulat à Leamington (Ontario), en raison du grand nombre de travailleurs temporaires mexicains dans cette communauté agricole.

Le dirigeant mexicain souhaite un engagement ferme et enthousiaste de la part du Canada envers une plus grande intégration au sein de l'ALENA. Il estime que cela est nécessaire pour faire échec à la concurrence grandissante en provenance de l'Asie, surtout de la Chine.

Une telle occasion ne durera pas, estiment Ken Frankel et John Graham,

deux éminents spécialistes de l'Amérique latine. Dans un récent article du *Globe and Mail*, ils demandent au Canada de saisir au vol la chance que lui offre le Mexique de renforcer l'intégration et de créer une alliance stratégique. « Si le Canada ne se décide pas à collaborer avec le Mexique, notre influence politique sur le continent s'amenuisera, affirment-ils. Le Mexique n'attendra pas pour conclure des alliances internationales. »

John Kirk est d'accord avec eux. Comme les États-Unis, notre éléphant de tout à l'heure, absorbe la majeure partie des exportations du Canada et du Mexique, ces deux pays sont, d'après lui, trop dépendants des Américains sur le plan économique pour avoir beaucoup d'influence dans une relation à trois. Par contre, s'ils travaillent ensemble, ils ont une meilleure chance d'imposer leur volonté dans un large éventail de domaines.

En outre, le Canada et le Mexique sont sur la même longueur d'onde dans un nombre croissant de dossiers : l'Iraq, le Protocole de Kyoto, l'ouverture des frontières et l'objectif de M. Martin concernant la création d'un groupe de dirigeants mondiaux, le « L20 ».

« Je suis convaincu que cette relation se resserrera et se renforcera, parce qu'il n'y a pas d'autre choix, déclare M. Kirk. Il y va de notre survie économique commune. »

photo : avec la permission de Valerie Burton



Convergence culturelle : (de gauche à droite) La photographe canadienne Valerie Burton, lors de son exposition de photos à Mexico, en compagnie de Gaëtan Lavertu, ambassadeur du Canada au Mexique, et de sa femme Donatè.

L'ÉDUCATION À LA RESCOUSSE

Un programme trilatéral transcende les frontières, les barrières linguistiques et les institutions pour favoriser l'enseignement et l'apprentissage en Amérique du Nord.

Lorsqu'il s'est présenté à son premier cours dans une petite université du centre du Mexique l'an dernier, Glenn Mutsemaker, 25 ans, ne possédait que quelques rudiments d'espagnol et connaissait très peu le pays.

Mais pour cet étudiant en aménagement intérieur originaire de St. Albert, en Alberta, l'onde de choc initiale a cédé la place à l'émerveillement dès qu'il a commencé à maîtriser la langue et à se faire de nouveaux amis. Et il n'a pas tardé à découvrir une partie de lui-même — et la place du Canada sur le continent.

« Cela provoque dans votre vie des changements dont vous n'avez même pas conscience au début », déclare-t-il après un semestre à la Universidad de Guanajuato, à cinq heures de route au nord de Mexico. Par exemple, le fait d'habiter chez une famille de cette modeste ville lui a fait découvrir un monde différent, où les gens sont heureux de vivre dans la simplicité, les uns près des autres.

Glenn est convaincu que son expérience fera de lui un meilleur décorateur d'intérieur lorsqu'il obtiendra, l'an prochain, son diplôme du Mount Royal College de Calgary. Déjà, il comprend mieux l'Amérique du Nord. « Même si nous sommes très

différents, il est toujours frappant de constater à quel point nous sommes aussi très semblables, fait-il observer. »



Des leçons pour la vie : Glenn Mutsemaker (au centre), photographié à bord d'un autobus avec ses camarades de classe, a passé à la Universidad de Guanajuato, au Mexique, un semestre qui l'a aidé à découvrir une partie de lui-même — et la place du Canada sur le continent.

L'expérience vécue par Glenn est ce que les autorités pédagogiques du Canada, des États-Unis et du Mexique avaient en tête lorsqu'elles ont créé, en 1995, le Programme de mobilité nord-américaine en éducation supérieure. Grâce au financement accordé par ce programme, deux collèges et deux universités de chacun de ces trois pays peuvent collaborer à des projets thématiques axés sur les échanges d'étudiants et l'élaboration de programmes par le corps professoral. Cela permet aux participants de traverser les frontières, de surmonter la barrière des langues et de fréquenter des institutions étrangères, tant publiques que privées, pour favoriser l'enseignement et l'apprentissage en Amérique du Nord.

Plus de 1 000 étudiants canadiens issus de 80 collèges et universités ont participé ces neuf dernières années à des projets avec leurs homologues du Mexique et des États-Unis dans des domaines comme l'agro-industrie, l'architecture ou encore l'éducation multiculturelle.

Dans une récente évaluation, le Consortium pour la collaboration dans l'enseignement supérieur en Amérique du Nord, un réseau éducatif continental,

a accordé les notes les plus élevées au programme de mobilité, estimant qu'il favorisait l'apprentissage chez les étudiants, les préparait à l'économie mondiale et accentuait la coopération entre les institutions des trois pays.

« Quand un pays souhaite jouer un rôle majeur sur la scène internationale, il doit donner à ses citoyens les moyens d'acquérir les compétences voulues et l'expérience internationale nécessaire », estime Francisco Marmelejo, directeur général de ce consortium de 250 membres.

Le gouvernement du Canada, par l'entremise de son ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDCC), verse annuellement 1,6 million de dollars au programme. Cela permet à près de 200 étudiants canadiens d'effectuer une partie de leurs études dans un autre pays de l'Amérique du Nord. Un nombre égal d'étudiants étrangers viennent au Canada. À la fin de sa période d'études, l'étudiant canadien revient au pays riche d'une expérience internationale, tout en obtenant la totalité de ses crédits de son institution d'attache. Selon Christiane Boulanger, coordonnatrice du programme à RHDCC, ce genre d'expérience



Scène de rue à Guanajuato au Mexique.

constitue, pour les futurs employeurs, un excellent indicateur de la capacité de l'étudiant à s'adapter aux circonstances. À l'heure actuelle, cela est un atout important sur le marché du travail international. »

Au Mount Royal College, qui a l'habitude des incursions vers le Sud et participe à cinq projets financés par le programme de mobilité, le président David Marshall estime que ce dernier est « essentiel » pour l'avenir du Canada. « Les jeunes qui nous arrivent du Sud seront les partenaires commerciaux des Albertains dans dix ans, avance-t-il. »

Julieta Rojas Pacheco, âgée de 25 ans, fréquente la Universidad de Guadalajara. Elle a passé l'automne dernier au collège de Calgary pour y étudier l'écotourisme.

« Mon père m'a dit "Si tu veux que le Mexique soit un pays de première classe, tu dois toi-même être une personne de première classe", se souvient Julieta. J'ai pensé que ce serait une bonne idée d'acquérir une certaine expérience internationale. »

Diplômé en journalisme du Mount Royal College, Todd Hurman — aujourd'hui reporter à Yarmouth, en Nouvelle-Écosse — se souvient du semestre qu'il a passé à la Universidad de Colima, au Mexique, en 2003, comme d'un voyage « qui lui a ouvert les yeux ».

« J'en vois les effets aujourd'hui plus que jamais, dit-il en parlant de la confiance en soi et de l'ouverture d'esprit que lui a apportées la vie dans une autre culture. Sortir des sentiers battus et briser le moule de votre petit monde familial ne peuvent que bonifier la façon dont vous voyez le monde. »

Ce qui rend le programme de mobilité unique, c'est la collaboration entre les établissements d'enseignement. Ce n'est pas peu dire.

Voici un exemple typique. Le Mount Royal College et cinq autres institutions ont formé il y a six ans un groupe pour l'intégration de la technologie et de



Selon Todd Hurman, diplômé en journalisme, « Sortir des sentiers battus et briser le moule de votre petit monde familial ne peuvent que bonifier la façon dont vous voyez le monde. »

l'enseignement du design. « Nous avons compris dès le départ que de mettre six écoles de trois pays sur une même longueur d'onde n'irait pas sans difficultés majeures », déclare Frank Harks, professeur d'aménagement intérieur au Mount Royal College. Les partenaires se sont d'abord rencontrés face à face, dit-il, une stratégie qui a porté fruit, aussi bien pour les étudiants que pour les professeurs participants.

« Nous ne vivons pas en vase clos, affirme M. Harks. Nous avons là une occasion extraordinaire d'ouvrir des portes pour les étudiants qui ne comprennent pas ce que l'internationalisation signifie. »

Glenn Mutsemaker est encore plus direct dans ses propos quand il parle de l'expérience que lui a apportée le fait de vivre et d'étudier au Mexique : « Au diable les difficultés, n'ayez pas peur de foncer! »

Pour en savoir plus sur le Programme de mobilité nord-américaine et sur les autres possibilités dans le domaine de l'éducation, visitez le site www.hrsdc.gc.ca. Voyez également l'évaluation faite par le Consortium pour la collaboration dans l'enseignement supérieur en Amérique du Nord (www.conahec.org).

Les bourses favorisent l'ouverture d'esprit

Michael Hawes comprend bien la frustration des Canadiens qui se plaignent de n'être qu'un écho sur l'écran radar des Américains, et également leur résistance à épouser les valeurs et les opinions de leurs voisins. Mais ce politologue de l'Université Queen's met tout en œuvre pour combler ce fossé.

Titulaire d'une bourse du Programme Fulbright Canada-États-Unis, Michael Hawes a passé une année sabbatique comme chercheur à l'Université de la Californie à Berkeley. Cette expérience, vécue en 1999, l'a amené à dynamiser les stéréotypes sur les relations transfrontières. Invité à donner une conférence devant des banquiers pendant une panne d'électricité, il a surpris son auditoire en lui présentant des données sur la dépendance énergétique de la Californie par rapport à la province de l'Alberta.

« Ils n'ont aucune idée de l'importance du Canada pour les États-Unis », déclare M. Hawes, qui est devenu depuis le directeur général du Programme Fulbright Canada-États-Unis, dont le siège est à Ottawa. Son aventure californienne montre pourquoi ce programme binational qui octroie des bourses dans le but de favoriser la compréhension mutuelle entre les deux pays ne cesse de prendre de l'ampleur. Il s'agit d'un prestigieux programme international d'échanges universitaires qui a été créé par le gouvernement des États-Unis en 1946 en l'honneur du sénateur William J. Fulbright et qui est offert aux Canadiens depuis 1990.

Parrainé par Affaires étrangères Canada, le Département d'État des États-Unis ainsi que le secteur privé et les institutions universitaires des deux pays, ce programme, dont le nom officiel est Fondation pour les échanges éducatifs entre le Canada et les États-Unis, a jusqu'ici décerné des bourses à plus de 600 étudiants et éminents universitaires des deux côtés de la frontière. Les boursiers reçoivent entre 15 000 et 25 000 dollars américains pour aller étudier des disciplines contemporaines comme le commerce, la santé et la sécurité pendant un semestre ou deux dans une institution postsecondaire du pays hôte.

Les chercheurs invités s'intègrent complètement à la vie universitaire et à la communauté locales. Ils donnent des conférences, participent à des activités spéciales et établissent de nouveaux contacts pour approfondir leurs rapports humains et enrichir leur savoir. Le programme propose aussi des échanges transfrontaliers à l'intention des enseignants des écoles primaires et secondaires, des professionnels en milieu de carrière et des étudiants.

« Nous offrons une occasion de vivre, de travailler et de fonctionner au quotidien dans un autre pays, déclare M. Hawes. Il s'agit d'une occasion exceptionnelle de s'ouvrir à un autre monde. »

Pour en savoir plus, visitez le site www.fulbright.ca.

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse et retournez-la-nous.

Vous pouvez nous communiquer les changements par télécopieur au (613) 992-5791, par courriel à canada-magazine@international.gc.ca ou par la poste à *Canada — Regard sur le monde*, Affaires étrangères Canada, 125, promenade Sussex, BCS C-2, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.

Bureau de poste : Prière de retourner cet envoi à l'adresse ci-dessus s'il ne peut pas être livré.



Cérémonie, célébration et changement

La photographe artistique et commerciale d'Ottawa, Valerie Burton, étudie depuis 10 ans les cultures indigènes du Canada et du Mexique en documentant leurs festivals par des films. Ses photographies contemporaines ont été exposées cet automne au Musée national d'anthropologie de Mexico. Intitulée *Ceremonia, Celebración y Cambio*, l'exposition fait ressortir les points communs qu'il y a entre les peuples autochtones du Mexique et du Canada par les motifs semblables qu'ils utilisent dans leurs rituels, par le choc du passé et du présent et par l'influence de la technologie moderne et du tourisme.

- 1 *C'est du vrai*, Kini, Yucatán, 1994
- 1 *Thé traditionnel à Holman*, T.N.-O., 2004
- 2 *La petite diablesse*, Oaxaca, 1997
- 2 *Dans la parka de sa sœur*, Holman, T.N.-O., 2004
- 3 *Crânes*, Oaxaca, 1997
- 3 *Masque totémique*, Skidegate, Haida Gwaii, C.-B., 2004
- 4 *Le petit tyran*, El 20, Campeche, 1997
- 4 *Quatre enfants sur un Quad*, Holman, T.N.-O., 2004

1	1	2	2
3	3		
4	4		